

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 27 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Scellé du Sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des Représentants :

*Documents parlementaires.* — Projet de loi spéciale, n° 51-2099/1. — Rapport, n° 51-2099/2. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2099/3.

*Compte rendu intégral* : le 21 décembre 2005.

Sénat :

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-1494/1. — Rapport, n° 3-1494/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 3-1494/3.

*Annales du Sénat* : le 23 décembre 2005.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 27 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Met 's Lands Zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van Volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp van wet, nr. 51-2099/1. — Verslag, nr. 51-2099/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2099/3.

*Integraal verslag* : 21 december 2005.

Senaat :

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-1494/1. — Verslag, nr. 3-1494/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 3-1494/3.

*Annalen van de Senaat* : 23 december 2005.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 3704

[C — 2005/10015]

27 DECEMBRE 2005. — **Loi portant des modifications diverses au Code d'instruction criminelle et au Code judiciaire en vue d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité grave et organisée (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir. Salut.

Les chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale*

**Art. 2.** Il est inséré, dans la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale, un Chapitre V, comprenant l'article 30, rédigé comme suit :

« Chapitre V. — De l'irrecevabilité de l'action publique pour cause de provocation

Art. 30. Il est interdit de provoquer des infractions.

Il y a provocation lorsque, dans le chef de l'auteur, l'intention délictueuse est directement née ou est renforcée, ou est confirmée alors que l'auteur voulait y mettre fin, par l'intervention d'un fonctionnaire de police ou d'un tiers agissant à la demande expresse de ce fonctionnaire.

En cas de provocation, l'action publique est irrecevable en ce qui concerne ces faits. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le Code d'instruction criminelle*

**Art. 3.** L'article 28septies du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 12 mars 1998, modifié par les lois des 8 avril 2002 et 6 janvier 2003 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 202/2004 du 21 décembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28septies. Le procureur du Roi peut requérir du juge d'instruction l'accomplissement d'un acte d'instruction pour lequel seul le juge d'instruction est compétent, à l'exception du mandat d'arrêt tel qu'il est prévu par l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, du témoignage anonyme complet tel qu'il est prévu à l'article 86bis, de la mesure de surveillance telle qu'elle est prévue par l'article 90ter, des actes d'instruction tels qu'ils sont prévus aux

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 3704

[C — 2005/10015]

27 DECEMBER 2005. — **Wet houdende diverse wijzigingen van het Wetboek van strafvordering en van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de verbetering van de onderzoeksmethoden in de strijd tegen het terrorisme en de zware en georganiseerde criminaliteit (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering*

**Art. 2.** In de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wordt een hoofdstuk V ingevoegd, dat artikel 30 omvat, luidende :

« Hoofdstuk V. — Niet-ontvankelijkheid van de strafvordering wegens provocatie

Art. 30. Provocatie van misdrijven is verboden.

Er is provocatie wanneer in hoofde van de dader het voornemen om een misdrijf te plegen rechtstreeks is ontstaan of versterkt, of is bevestigd terwijl hij dit wilde beëindigen, door de tussenkomst van een politieambtenaar of van een derde handelend op het uitdrukkelijk verzoek van deze ambtenaar.

In geval van provocatie is de strafvordering onontvankelijk wat deze feiten betreft. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van strafvordering*

**Art. 3.** Artikel 28septies van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998, gewijzigd bij de wetten van 8 april 2002 en 6 januari 2003, en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Arbitragehof van 21 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 28septies. De procureur des Konings kan de onderzoeksrechter vorderen een onderzoekshandeling te verrichten waarvoor alleen de onderzoeksrechter bevoegd is, met uitzondering van het bevel tot aanhouding bedoeld in artikel 16 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, de volledig anonieme getuigenis zoals bedoeld in artikel 86bis, de bewakingsmaatregel bedoeld in artikel 90ter, de onderzoekshandelingen als bedoeld in de artikelen 56bis,

articles 56bis, alinéa 2, et 89ter ainsi que de la perquisition, sans qu'une instruction soit ouverte. Après l'exécution de l'acte d'instruction accompli par le juge d'instruction, celui-ci décide s'il renvoie le dossier au procureur du Roi qui est responsable de la poursuite de l'information ou si, au contraire, il continue lui-même l'enquête, auquel cas il est procédé conformément aux dispositions du Chapitre VI du présent Livre. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours. ».

**Art. 4.** L'article 46ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La notion de « courrier » au sens du présent article s'entend ainsi qu'elle est définie à l'article 131, 6°, 7° et 11°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. ».

**Art. 5.** L'article 46quater du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 46quater. § 1<sup>er</sup>. En recherchant les crimes et les délits, le procureur du Roi peut requérir, s'il existe des indices sérieux que les infractions peuvent donner lieu à une peine d'emprisonnement correctionnel principal d'un an ou à une peine plus lourde, les renseignements suivants :

a) la liste des comptes bancaires, des coffres bancaires ou des instruments financiers tels que définis à l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, dont le suspect est le titulaire, le mandataire ou le véritable bénéficiaire et, le cas échéant, toutes les données à ce sujet;

b) les transactions bancaires qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs de ces comptes bancaires ou instruments financiers, y inclus les renseignements concernant tout compte émetteur ou récepteur;

c) les données concernant les titulaires ou mandataires qui, pendant une période déterminée, ont ou avaient accès à ces coffres bancaires.

§ 2. Lorsque les nécessités de l'information le requièrent, le procureur du Roi peut en outre requérir que :

a) pendant une période renouvelable d'au maximum deux mois, les transactions bancaires afférentes à un ou plusieurs de ces comptes bancaires, ou de ces coffres bancaires ou instruments financiers du suspect, seront observées;

b) la banque ou l'établissement de crédit ne pourra plus se dessaisir des créances et engagements liés à ces comptes bancaires, à ces coffres bancaires ou à ces instruments financiers pour une période qu'il détermine, mais qui ne peut excéder la période allant du moment où la banque ou l'établissement de crédit prend connaissance de sa requête à trois jours ouvrables après la notification des données visées par cet établissement. Cette mesure ne peut être requise que si des circonstances graves et exceptionnelles le justifient et uniquement si les recherches portent sur des crimes ou délits visés à l'article 90ter, §§ 2 à 4, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. Le procureur du Roi peut, par une décision écrite et motivée, requérir le concours de la banque ou de l'établissement de crédit afin de permettre les mesures visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2. La banque ou l'établissement de crédit est tenu de prêter sans délai son concours. Dans la demande, le procureur du Roi spécifie la forme sous laquelle les données visées au § 1<sup>er</sup> lui seront communiquées.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

Toute personne qui refuse de prêter son concours aux réquisitions visées au présent article est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros ou d'une de ces peines seulement. »

**Art. 6.** Un article 46quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 46quinquies. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 89ter, le procureur du Roi peut, par une décision écrite et motivée, autoriser les services de police à pénétrer à tout moment dans un lieu privé, à l'insu du propriétaire ou de son ayant droit ou sans le consentement de ceux-ci, s'il existe des indices sérieux que les faits punissables constituent ou constitueraient une infraction visée à l'article 90ter, §§ 2 à 4, ou sont commis ou seraient commis dans le cadre d'une organisation criminelle visée à l'article 324bis du Code pénal, et si les autres moyens

tweede lid, en 89ter en de huiszoeking, zonder dat een gerechtelijk onderzoek wordt ingesteld. Na de uitvoering van de door de onderzoeksrechter verrichte onderzoekshandeling beslist deze of hij het dossier terugzendt aan de procureur des Konings die instaat voor de voortzetting van het opsporingsonderzoek, dan wel of hij het gehele onderzoek zelf voortzet, in welk geval er verder wordt gehandeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI van dit Boek. Tegen deze beslissing staat geen rechtsmiddel open. ».

**Art. 4.** Artikel 46ter, § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, wordt vervangen als volgt :

« Het begrip « post » in de zin van dit artikel dient te worden verstaan zoals het gedefinieerd is in artikel 131, 6°, 7° en 11°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. ».

**Art. 5.** Artikel 46quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 46quater. § 1. Bij het opsporen van de misdaden en de wanbedrijven kan de procureur des Konings, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de misdrijven een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben, de volgende inlichtingen vorderen :

a) de lijst van bankrekeningen, bankkluizen of financiële instrumenten zoals bedoeld in artikel 2, 1°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, waarvan de verdachte titularis, gevolmachtigde of de uiteindelijk gerechtigde is, en, in voorkomend geval alle nadere gegevens hieromtrent;

b) de bankverrichtingen die in een bepaald tijdvak zijn uitgevoerd op één of meerdere van deze bankrekeningen of financiële instrumenten, met inbegrip van de bijzonderheden betreffende de rekening van herkomst of bestemming;

c) de gegevens met betrekking tot de titularissen of gevolmachtigden, die in een bepaald tijdvak toegang hebben of hadden tot deze bankkluizen.

§ 2. Ingeval de noodwendigheden van het opsporingsonderzoek dit vergen, kan de procureur des Konings bovendien vorderen dat :

a) gedurende een vernieuwbare periode van maximum twee maanden de bankverrichtingen met betrekking tot een of meerdere van deze bankrekeningen, bankkluizen of financiële instrumenten van de verdachte onder toezicht worden geplaatst;

b) de bank of de kredietinstelling de tegoeden en verbintenissen die verbonden zijn met deze bankrekeningen, bankkluizen of financiële instrumenten, niet meer uit handen mag geven voor een termijn die hij bepaalt, maar die niet langer kan zijn dan de termijn die loopt van het ogenblik waarop de bank of de kredietinstelling kennis neemt van zijn vordering tot drie werkdagen na de kennisgeving van de hier bedoelde gegevens door deze instelling. Deze maatregel kan slechts gevorderd worden wanneer ernstige en uitzonderlijke omstandigheden dit verantwoorden en enkel in geval de opsporing betrekking heeft op misdaden of wanbedrijven als bedoeld in artikel 90ter, §§ 2 tot 4, van het Wetboek van strafvordering.

§ 3. De procureur des Konings kan, bij een schriftelijke en met redenen omklede beslissing de medewerking van de bank of de kredietinstelling vorderen teneinde de maatregelen bedoeld in de §§ 1 en 2 mogelijk te maken. De bank of de kredietinstelling is gehouden haar medewerking onverwijld te verlenen. In de beslissing bepaalt de procureur des Konings de vorm waarin de in § 1 vermelde gegevens hem worden meegedeeld.

Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of daaraan zijn medewerking verleent, is tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Iedere persoon die zijn medewerking weigert aan de vorderingen bedoeld in dit artikel wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot tienduizend euro of met een van die straffen alleen. »

**Art. 6.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 46quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 46quinquies. § 1. Onverminderd artikel 89ter, kan de procureur des Konings bij een schriftelijke en met redenen omklede beslissing de politiediensten machtigen om te allen tijde, buiten medeweten van de eigenaar of van zijn rechthebbende, of zonder hun toestemming, een private plaats te betreden, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de strafbare feiten een misdrijf uitmaken of zouden uitmaken als bedoeld in artikel 90ter, §§ 2 tot 4, of gepleegd worden of zouden worden in het kader van een criminele organisatie zoals bedoeld in artikel 324bis van

d'investigation ne semblent pas suffire à la manifestation de la vérité.

Au sens du présent article, on entend par « lieu privé », le lieu qui n'est manifestement pas :

- un domicile;
- une dépendance propre y enclose d'un domicile au sens des articles 479, 480 et 481 du Code pénal;
- un local utilisé à des fins professionnelles ou la résidence d'un avocat ou d'un médecin, visés à l'article 56bis, alinéa 3.

En cas d'urgence, la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, peut être communiquée verbalement. En pareil cas, la décision doit être motivée et confirmée par écrit dans les plus brefs délais.

Si la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prise dans le cadre de l'application de méthodes particulières de recherche visées aux articles 47ter à 47decies, la décision et tous les procès-verbaux y afférents sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il a été mis fin à la méthode particulière de recherche.

§ 2. La pénétration dans le lieu privé visé au § 1<sup>er</sup> peut uniquement avoir lieu aux fins :

1° d'inspecter ce lieu et de s'assurer de la présence éventuelle de choses qui forment l'objet d'une infraction, qui ont servi ou qui sont destinées à en commettre une ou qui ont été produites par une infraction, des avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction, des biens et valeurs qui leur ont été substitués et des revenus de ces avantages investis;

2° de réunir les preuves de la présence des choses visées au 1°;

3° d'installer dans le cadre d'une observation un moyen technique visé à l'article 47sexies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

§ 3. Le procureur du Roi ne peut décider d'un contrôle visuel discret que pour des lieux où, sur la base d'indications précises, on suppose que se trouvent les choses visées au § 2, 1°, que des preuves peuvent en être collectées ou dont on suppose qu'ils sont utilisés par des personnes suspectes.

§ 4. L'utilisation de moyens techniques aux fins visées au § 2, est assimilée à une pénétration dans un lieu privé visé au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 7.** L'article 47ter, § 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les méthodes particulières de recherche sont l'observation, l'infiltration et le recours aux indicateurs.

Ces méthodes sont mises en œuvre, dans le cadre d'une information ou d'une instruction, par les services de police désignés par le ministre de la Justice, sous le contrôle du ministère public et sans préjudice des articles 28bis, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 55 et 56, § 1<sup>er</sup>, et 56bis, en vue de poursuivre les auteurs d'infractions, de rechercher, de collecter, d'enregistrer et de traiter des données et des informations sur la base d'indices sérieux que des faits punissables vont être commis ou ont déjà été commis, qu'ils soient connus ou non.

Ces méthodes pourront également être mises en œuvre, aux mêmes conditions, que celles qui sont prévues pour l'observation, l'infiltration et le recours aux indicateurs, dans le cadre de l'exécution de peines ou de mesures privatives de liberté, lorsque la personne s'est soustraite à leur exécution. ».

**Art. 8.** A l'article 47quinquies du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2, alinéa 3, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 s'appliquent également aux personnes qui ont fourni directement une aide ou une assistance nécessaire à l'exécution de cette mission, ainsi qu'aux personnes visées à l'article 47octies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. »;

2° Au § 2, alinéa 4, les mots « et les personnes visées à l'alinéa 3 » sont insérés entre les mots « un fonctionnaire de police » et « à commettre des infractions »;

3° Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les fonctionnaires de police communiquent au procureur du Roi, par écrit et préalablement à l'exécution des méthodes particulières de recherche, les infractions visées au § 2 qu'eux-mêmes ou les personnes visées au § 2, alinéa 3, ont l'intention de commettre.

het Strafwetboek, en de overige middelen van onderzoek niet lijken te volstaan om de waarheid aan de dag te brengen.

Een private plaats in de zin van dit artikel is de plaats die kennelijk :

- geen woning is;
- geen door een woning omsloten eigen aanhorigheid in de zin van de artikelen 479, 480 en 481 van het Strafwetboek is;
- geen lokaal aangewend voor beroepsdoeleinden of de woonplaats van een advocaat of een arts is als bedoeld in artikel 56bis, derde lid.

In spoedeisende gevallen kan de in het eerste lid bedoelde beslissing mondeling worden meegedeeld. De beslissing moet in dat geval zo spoedig mogelijk schriftelijk met redenen omkleed en bevestigd worden.

Ingeval de in het eerste lid bedoelde beslissing genomen wordt in het kader van de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden zoals bedoeld in de artikelen 47ter tot 47decies, worden de beslissing en alle ermee verband houdende processen-verbaal uiterlijk na het beëindigen van de bijzondere opsporingsmethode bij het strafdossier gevoegd.

§ 2. Het betreden van de private plaats zoals bedoeld in § 1 kan enkel geschieden teneinde :

1° die plaats op te nemen en zich te vergewissen van de eventuele aanwezigheid van zaken die het voorwerp van het misdrijf uitmaken, die gediend hebben of bestemd zijn tot het plegen ervan of die uit een misdrijf voortkomen, van de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf zijn verkregen, van de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld of van de inkomsten uit de belegde voordelen;

2° de bewijzen te verzamelen van de aanwezigheid van de zaken bedoeld in 1°;

3° in het kader van een observatie een technisch hulpmiddel als bedoeld in artikel 47sexies, § 1, derde lid, te plaatsen.

§ 3. Een inijkoperatie kan door de procureur des Konings enkel worden beslist ten aanzien van plaatsen waarvan men op basis van precieze aanwijzingen vermoedt dat de zaken bedoeld in § 2, 1°, er zich bevinden, dat er bewijzen van kunnen verzameld worden, of dat ze gebruikt worden door personen op wie een verdenking rust.

§ 4. Het aanwenden van technische hulpmiddelen met het in § 2 beoogde doel, wordt gelijkgesteld met het betreden van een private plaats zoals bepaald in § 1. ».

**Art. 7.** Artikel 47ter, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De bijzondere opsporingsmethoden zijn de observatie, de infiltratie en de informantenwerking.

Deze methoden worden door de door de minister van Justitie aangewezen politiediensten aangewend in het kader van een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek, onder de controle van het openbaar ministerie en onverminderd de artikelen 28bis, §§ 1 en 2, 55 en 56, § 1, en 56bis, met als doel het vervolgen van daders van misdrijven, het opsporen, verzamelen, registreren en verwerken van gegevens en inlichtingen op grond van ernstige aanwijzingen van te plegen of reeds gepleegde, al dan niet aan het licht gebrachte strafbare feiten.

Deze methoden kunnen onder dezelfde voorwaarden als die welke gelden voor de observatie, de infiltratie en de informantenwerking ook worden aangewend in het kader van de uitvoering van straffen of vrijheidsberovende maatregelen, wanneer de persoon zich heeft onttrokken aan de uitvoering daarvan. ».

**Art. 8.** In artikel 47quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« Het eerste en het tweede lid zijn eveneens van toepassing op de personen die aan de uitvoering van deze opdracht noodzakelijke en rechtstreekse hulp of bijstand hebben verleend en op de personen, bedoeld in artikel 47octies, § 1, tweede lid. »;

2° In § 2, vierde lid, worden de woorden « en aan de personen bedoeld in het derde lid » ingevoegd tussen de woorden « een politieambtenaar » en de woorden « tot het plegen van misdrijven »;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De politieambtenaren melden schriftelijk en vóór de uitvoering van de bijzondere opsporingsmethoden aan de procureur des Konings, de misdrijven als bedoeld in § 2, die zij of de personen bedoeld in § 2, derde lid, voornemens zijn te plegen.

Si cette communication préalable n'a pas pu avoir lieu, les fonctionnaires de police informent sans délai le procureur du Roi des infractions qu'eux-mêmes ou les personnes visées au § 2, alinéa 3, ont commises et en donnent ensuite confirmation par écrit. ».

**Art. 9.** A l'article 47*sexies* du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 202/2004 du 21 décembre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Un appareil utilisé pour la prise de photographies n'est considéré comme moyen technique au sens du présent Code que dans le cas visé à l'article 56*bis*, alinéa 2. »;

2° Le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par les services de police et les personnes visées à l'article 47*quinquies*, § 2, troisième alinéa, dans le cadre de l'observation.

Cette décision est conservée dans le dossier visé à l'article 47*septies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. »;

3° Le § 7, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par les services de police et les personnes visées à l'article 47*quinquies*, § 2, alinéa 3, dans le cadre de l'observation ordonnée par le juge d'instruction. Cette décision est conservée dans le dossier visé à l'article 47*septies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. ».

**Art. 10.** L'article 47*septies* du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 202/2004 du 21 décembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 47*septies*. § 1<sup>er</sup>. L'officier de police judiciaire visé à l'article 47*sexies*, § 3, 6°, fait rapport écrit de manière précise, complète et conforme à la vérité, au procureur du Roi sur chaque phase de l'exécution des observations qu'il dirige.

Ces rapports confidentiels sont communiqués directement au procureur du Roi, qui les conserve dans un dossier séparé et confidentiel. Il est le seul à avoir accès à ce dossier, sans préjudice du droit de consultation du juge d'instruction et de la chambre des mises en accusation, visé respectivement à l'article 56*bis* et aux articles 235*ter*, § 3, et 235*quater*, § 3. Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

§ 2. L'autorisation d'observation et les décisions de modification, d'extension ou de prolongation sont jointes au dossier confidentiel.

L'officier de police judiciaire visé à l'article 47*sexies*, § 3, 6°, rédige le procès-verbal des différentes phases de l'exécution de l'observation, mais n'y mentionne aucun des éléments susceptibles de compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur et des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation. Ces éléments ne figurent que dans le rapport écrit visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Il est fait référence dans un procès-verbal à l'autorisation d'observation et il est fait mention des indications visées à l'article 47*sexies*, § 3, 1°, 2°, 3° et 5°. Le procureur du Roi confirme par décision écrite l'existence de l'autorisation d'observation qu'il a accordée.

Les procès-verbaux qui ont été rédigés ainsi que la décision visée à l'alinéa 3 sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il a été mis fin à l'observation. ».

Indien deze voorafgaande kennisgeving niet kon gebeuren, stellen de politieambtenaren de procureur des Konings onverwijld in kennis van de misdrijven die zij of de personen bedoeld in § 2, derde lid, hebben gepleegd en bevestigen dit nadien schriftelijk. ».

**Art. 9.** In artikel 47*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Arbitragehof van 21 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Een toestel gebruikt voor het nemen van foto's wordt uitsluitend beschouwd als een technisch hulpmiddel in de zin van dit Wetboek in het geval bedoeld in artikel 56*bis*, tweede lid. »;

2° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de misdrijven die door de politiediensten en de personen bedoeld in artikel 47*quinquies*, § 2, derde lid, in het kader van de observatie kunnen worden gepleegd.

Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in artikel 47*septies*, § 1, tweede lid, bewaard. »;

3° § 7, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de misdrijven die door de politiediensten en de personen bedoeld in artikel 47*quinquies*, § 2, derde lid, in het kader van de door de onderzoeksrechter bevolen observatie kunnen worden gepleegd. Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in artikel 47*septies*, § 1, tweede lid, bewaard. ».

**Art. 10.** Artikel 47*septies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Arbitragehof van 21 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 47*septies*. § 1. De officier van gerechtelijke politie bedoeld in artikel 47*sexies*, § 3, 6°, brengt de procureur des Konings nauwgezet, volledig en waarheidsgetrouw schriftelijk verslag uit over elke fase in de uitvoering van de observaties waarover hij de leiding heeft.

Deze vertrouwelijke verslagen worden rechtstreeks aan de procureur des Konings overgezonden, die ze in een afzonderlijk en vertrouwelijk dossier bewaart. Hij heeft als enige toegang tot dit dossier, onverminderd het in artikel 56*bis* respectievelijk de artikelen 235*ter*, § 3, en 235*quater*, § 3, bedoelde inzage-recht van de onderzoeksrechter en van de kamer van inbeschuldigingstelling. De inhoud van dit dossier valt onder het beroepsgeheim.

§ 2. De machtiging tot observatie en de beslissingen tot wijziging, aanvulling of verlenging worden bij het vertrouwelijk dossier gevoegd.

De officier van gerechtelijke politie, bedoeld in artikel 47*sexies*, § 3, 6°, stelt proces-verbaal op van de verschillende fasen van de uitvoering van de observatie, doch vermeldt hierin geen elementen die de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en de politio-nale onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant en van de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie in het gedrang kunnen brengen. Deze elementen worden enkel opgenomen in het schriftelijk verslag bedoeld in § 1, eerste lid.

In een proces-verbaal wordt verwezen naar de machtiging tot observatie en worden de vermeldingen bedoeld in artikel 47*sexies*, § 3, 1°, 2°, 3° en 5°, opgenomen. De procureur des Konings bevestigt bij schriftelijke beslissing het bestaan van de door hem verleende machtiging tot observatie.

De opgestelde processen-verbaal en de in het derde lid bedoelde beslissing worden uiterlijk na het beëindigen van de observatie bij het strafdossier gevoegd. ».

**Art. 11.** A l'article 47*octies* du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 202/2004 du 21 décembre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par les services de police et les personnes visées à l'article 47*quinquies*, § 2, alinéa 3, dans le cadre de l'infiltration. Cette décision est conservée dans le dossier visé à l'article 47*novies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. »;

2° Le § 7, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par les services de police et les personnes visées à l'article 47*quinquies*, § 2, alinéa 3, dans le cadre de l'infiltration ordonnée par le juge d'instruction. Cette décision est conservée dans le dossier visé à l'article 47*novies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. ».

**Art. 12.** L'article 47*novies* du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 202/2004 du 21 décembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 47*novies*. § 1<sup>er</sup>. L'officier de police judiciaire visé à l'article 47*octies*, § 3, 6°, fait rapport écrit de manière précise, complète et conforme à la vérité, au procureur du Roi sur chaque phase de l'exécution des infiltrations qu'il dirige.

Ces rapports confidentiels sont communiqués directement au procureur du Roi, qui les conserve dans un dossier confidentiel séparé. Il est le seul à avoir accès à ce dossier, sans préjudice du droit de consultation du juge d'instruction et de la chambre des mises en accusation, visé respectivement à l'article 56*bis* et aux articles 235*ter*, § 3, et 235*quater*, § 3. Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

§ 2. L'autorisation d'infiltration et les décisions de modification, d'extension ou de prolongation sont jointes au dossier confidentiel.

L'officier de police judiciaire visé à l'article 47*octies*, § 3, 6°, rédige le procès-verbal de différentes phases de l'exécution de l'infiltration, mais n'y mentionne aucun des éléments susceptibles de compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur, des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'infiltration, et du civil visé à l'article 47*octies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Ces éléments ne figurent que dans le rapport écrit visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Il est fait référence dans un procès-verbal à l'autorisation d'infiltration et il est fait mention des indications visées à l'article 47*octies*, § 3, 1°, 2°, 3° et 5°. Le procureur du Roi confirme par décision écrite l'existence de l'autorisation d'infiltration qu'il a accordée.

Les procès-verbaux qui ont été rédigés ainsi que la décision visée à l'alinéa 3 sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il a été mis fin à l'infiltration. »

**Art. 13.** A l'article 47*decies* du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le § 3, alinéa 4, le mot « informateurs » est remplacé par le mot « indicateurs »;

2° L'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 7. Lorsqu'un indicateur entretient des relations étroites avec une ou plusieurs personnes à propos desquelles il existe des indices sérieux qu'elles commettent ou commettraient des faits punissables qui constituent ou constitueraient une infraction au sens des articles 137 à 141, au sens des articles 324*bis* et 324*ter* ou au sens des articles 136*bis*, 136*ter*, 136*quater*, 136*sexies*, 136*septies* du Code pénal ou une infraction visée à l'article 90*ter*, § 2, 4°, 7°, 7°*bis*, 7°*ter*, 8°, 11°, 14°, 16° et 17°, à la condition que ces dernières infractions visées à l'article 90*ter*, § 2, soient ou seraient commises dans le cadre d'une organisation criminelle visée à l'article 324*bis* du Code pénal, le procureur du Roi peut autoriser cet indicateur à commettre des infractions qui sont absolument nécessaires au maintien de sa position d'information.

Ces infractions doivent nécessairement être proportionnelles à l'intérêt de maintenir la position d'information de l'indicateur et ne peuvent en aucun cas directement et gravement porter atteinte à l'intégrité physique des personnes.

**Art. 11.** In artikel 47*octies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Arbitragehof van 21 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de misdrijven die door de politiediensten en de personen bedoeld in artikel 47*quinquies*, § 2, derde lid, in het kader van de infiltratie kunnen worden gepleegd. Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in artikel 47*novies*, § 1, tweede lid, bewaard. »;

2° § 7, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de misdrijven die door de politiediensten en de personen bedoeld in artikel 47*quinquies*, § 2, derde lid, in het kader van de door de onderzoeksrechter bevolen infiltratie kunnen worden gepleegd. Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in artikel 47*novies*, § 1, tweede lid, bewaard. ».

**Art. 12.** Artikel 47*novies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Arbitragehof van 21 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 47*novies*. § 1. De officier van gerechtelijke politie bedoeld in artikel 47*octies*, § 3, 6°, brengt de procureur des Konings nauwgezet, volledig en waarheidsgetrouw schriftelijk verslag uit over elke fase in de uitvoering van de infiltraties waarover hij de leiding heeft.

Deze vertrouwelijke verslagen worden rechtstreeks aan de procureur des Konings overgezonden, die ze in een afzonderlijk en vertrouwelijk dossier bewaart. Hij heeft als enige toegang tot dit dossier, onverminderd het in artikel 56*bis* respectievelijk de artikelen 235*ter*, § 3, en 235*quater*, § 3, bedoelde inzage-recht van de onderzoeksrechter en van de kamer van inbeschuldigingstelling. De inhoud van dit dossier valt onder het beroepsgeheim.

§ 2. De machtiging tot infiltratie en de beslissingen tot wijziging, aanvulling of verlenging worden bij het vertrouwelijk dossier gevoegd.

De officier van gerechtelijke politie, bedoeld in artikel 47*octies*, § 3, 6°, stelt proces-verbaal op van de verschillende fasen van de uitvoering van de infiltratie, doch vermeldt hierin geen elementen die de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en de politionele onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant, de politieambtenaren, belast met de uitvoering van de infiltratie, en de in artikel 47*octies*, § 1, tweede lid, bedoelde burger, in het gedrang kunnen brengen. Deze elementen worden enkel opgenomen in het schriftelijk verslag bedoeld in § 1, eerste lid.

In een proces-verbaal wordt verwezen naar de machtiging tot infiltratie en worden de vermeldingen bedoeld in artikel 47*octies*, § 3, 1°, 2°, 3° en 5°, opgenomen. De procureur des Konings bevestigt bij schriftelijke beslissing het bestaan van de door hem verleende machtiging tot infiltratie.

De opgestelde processen-verbaal en de in het derde lid bedoelde beslissing worden uiterlijk na het beëindigen van de infiltratie bij het strafdossier gevoegd. ».

**Art. 13.** In artikel 47*decies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de Franse tekst van § 3, vierde lid, wordt het woord « informateurs » vervangen door het woord « indicateurs »;

2° Het artikel wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 7. Wanneer een informant nauwe banden heeft met één of meerdere personen, waarvan er ernstige aanwijzingen zijn dat ze strafbare feiten plegen of zouden plegen die een misdrijf uitmaken of zouden uitmaken zoals bedoeld in de artikelen 137 tot 141, zoals bedoeld in de artikelen 324*bis* en 324*ter* of zoals bedoeld in artikelen 136*bis*, 136*ter*, 136*quater*, 136*sexies*, 136*septies* van het Strafwetboek of zoals bedoeld in artikel 90*ter*, § 2, 4°, 7°, 7°*bis*, 7°*ter*, 8°, 11°, 14°, 16° en 17°, op voorwaarde dat deze laatste misdrijven bedoeld in artikel 90*ter*, § 2, gepleegd zijn of zouden gepleegd worden in het kader van een criminele organisatie zoals bedoeld in artikel 324*bis* van het Strafwetboek, kan de procureur des Konings deze informant toelaten misdrijven te plegen die strikt noodzakelijk zijn om zijn informatiepositie te behouden.

Die misdrijven moeten noodzakelijkerwijze evenredig zijn met het belang om de informatiepositie van de informant te behouden en mogen in geen geval rechtstreekse en ernstige schendingen van de fysieke integriteit van personen inhouden.

Le gestionnaire local des indicateurs, visé au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, informe par écrit et préalablement le procureur du Roi des faits punissables que l'indicateur a l'intention de commettre. Le procureur du Roi indique dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par l'indicateur, et qui ne peuvent être plus graves que celles qu'il avait l'intention de commettre. Cette décision est conservée dans le dossier visé au § 6, alinéa 3.

Le magistrat qui autorise, conformément au présent article, un indicateur à commettre des infractions, n'encourt aucune peine. ».

**Art. 14.** L'article 47undecies du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 202/2004 du 21 décembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 47undecies. Au moins tous les trois mois, le procureur du Roi transmet au procureur général tous les dossiers dans lesquels il a fait application de méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, et dans lesquels il a pris la décision de ne pas engager de poursuites, afin de lui permettre d'exercer un contrôle sur la légalité des méthodes utilisées.

Le procureur général fait rapport de ce contrôle. Ce rapport traite également de l'application des méthodes particulières de recherche dans le cadre de l'exécution des peines ou des mesures privatives de liberté dans son ressort. Le rapport est communiqué au collège des procureurs généraux, qui intègre l'évaluation globale et les données statistiques relatives à ces rapports dans son rapport annuel visé à l'article 143bis, § 7, du Code judiciaire.

Le procureur fédéral publie dans son rapport annuel, visé à l'article 346, § 2, 2°, du même Code, l'évaluation globale et les données statistiques relatives aux dossiers dans lesquels il a fait application de méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, et dans lesquels il a pris la décision de ne pas engager de poursuites. Ce rapport traite également de l'application des méthodes particulières de recherche dans le cadre de l'exécution des peines ou des mesures privatives de liberté pour les dossiers répressifs fédéraux.

Le collège des procureurs généraux exerce un contrôle sur tous les dossiers dans lesquels le recours aux indicateurs conformément à l'article 47decies, § 7, a été mis en oeuvre. A cette fin, un rapport circonstancié est transmis au président du collège des procureurs généraux par le procureur du Roi par la voie du procureur général territorialement compétent, ou directement par le procureur fédéral. Ce rapport est transmis dès qu'il est mis fin à l'application de cette méthode particulière de recherche. Le collège des procureurs généraux fait rapport de ce contrôle et intègre l'évaluation globale et les données statistiques relatives à ce sujet dans son rapport annuel visé à l'article 143bis, § 7, du Code judiciaire. ».

**Art. 15.** L'article 47duodecies du même Code, inséré par la loi du 21 juin 2001 et renuméroté par la loi du 6 janvier 2003, est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Lorsqu'il exerce la compétence prévue à l'article 144ter, § 1<sup>er</sup>, 2°, du Code judiciaire, le procureur fédéral saisit exclusivement le doyen des juges d'instruction spécialisés pour connaître des infractions visées aux articles 137 à 141 du Code pénal, lequel attribue le dossier à l'un de ces juges d'instruction.

Ce doyen peut, à tout moment, pour une même affaire, désigner d'autres juges d'instruction spécialisés pour connaître des infractions visées aux articles 137 à 141 du Code pénal. ».

**Art. 16.** L'article 56bis, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 202/2004 du 21 décembre 2004, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Seul le juge d'instruction peut en outre autoriser une observation, visée à l'article 47sexies, effectuée à l'aide de moyens techniques afin d'avoir une vue dans un domicile, ou dans une dépendance propre y enclose de ce domicile au sens des articles 479, 480 et 481 du Code pénal, ou dans un local utilisé à des fins professionnelles ou comme résidence par un avocat ou un médecin, visé à l'alinéa 3, lorsqu'il existe des indices sérieux que les faits punissables constituent ou constitueraient une infraction visée à l'article 90ter, §§ 2 à 4, ou sont ou seraient commis dans le cadre d'une organisation criminelle visée à l'article 324bis du Code pénal. »

**Art. 17.** L'article 62bis du même Code, inséré par la loi du 27 mars 1969 et modifié par les lois des 12 mars 1998, 4 mai 1999 et 10 avril 2003, est complété par l'alinéa suivant :

De lokale informantenbeheerder, bedoeld in § 3, eerste lid, brengt de strafbare feiten die de informant voornemens is te plegen schriftelijk en voorafgaandelijk ter kennis van de procureur des Konings. De procureur des Konings vermeldt in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de misdrijven die door de informant kunnen worden gepleegd, en die niet zwaarder mogen zijn dan die welke hij voornemens was te plegen. Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in § 6, derde lid, bewaard.

De magistraat die met inachtneming van dit artikel een informant toelating verleent misdrijven te plegen, blijft vrij van straf. ».

**Art. 14.** Artikel 47undecies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, en vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Arbitragehof van 21 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 47undecies. Ten minste om de drie maanden zendt de procureur des Konings alle dossiers, waarin hij toepassing heeft gemaakt van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie en waarin hij besloten heeft niet tot vervolging over te gaan, over aan de procureur-generaal teneinde deze in staat te stellen een controle uit te voeren op de wettigheid van de gebruikte methoden.

De procureur-generaal maakt verslag op van deze controle. Dit verslag handelt tevens over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden in het kader van de uitvoering van straffen of vrijheidsberovende maatregelen in zijn rechtsgebied. Het verslag wordt overgezonden aan het college van procureurs-generaal, dat de globale evaluatie en de statistische gegevens met betrekking tot deze verslagen opneemt in zijn jaarverslag, bedoeld in artikel 143bis, § 7, van het Gerechtelijk Wetboek.

De federale procureur maakt in zijn jaarverslag, bedoeld in artikel 346, § 2, 2°, van hetzelfde Wetboek, de globale evaluatie en de statistische gegevens bekend van de dossiers waarin hij toepassing heeft gemaakt van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie en waarin hij besloten heeft niet tot vervolging over te gaan. Dit verslag handelt tevens over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden in het kader van de uitvoering van straffen of vrijheidsberovende maatregelen voor federale strafdossiers.

Het college van procureurs-generaal voert een controle uit over alle dossiers waarin de informantenwerking overeenkomstig artikel 47decies, § 7, werd toegepast. Daartoe wordt door de procureur des Konings via de territoriale bevoegde procureur-generaal, of rechtstreeks door de federale procureur een omstandig verslag aan de voorzitter van het college van procureurs-generaal overgezonden. Dit verslag wordt overgezonden zodra de toepassing van deze bijzondere opsporingsmethode werd beëindigd. Het college van procureurs-generaal maakt verslag op van deze controle en neemt de globale evaluatie en de statistische gegevens daaromtrent op in zijn jaarverslag, bedoeld in artikel 143bis, § 7, van het Gerechtelijk Wetboek. ».

**Art. 15.** Artikel 47duodecies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 juni 2001 en vernummerd bij de wet van 6 januari 2003, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 3. Wanneer hij de bij artikel 144ter, § 1, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde bevoegdheid uitoefent, maakt de federale procureur deze zaak uitsluitend aanhangig bij de deken van de onderzoeksrechtters gespecialiseerd om kennis te nemen van de misdrijven bedoeld in de artikelen 137 tot 141 van het Strafwetboek, die het dossier toewijst aan één van deze onderzoeksrechtters.

Deze deken kan op elk ogenblik verscheidene onderzoeksrechtters gespecialiseerd om kennis te nemen van de in de artikelen 137 tot 141 van het Strafwetboek bedoelde misdrijven, aanstellen voor éénzelfde zaak. ».

**Art. 16.** Artikel 56bis, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Arbitragehof van 21 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Alleen de onderzoeksrechter kan bovendien een observatie machtigen, zoals bedoeld in artikel 47sexies, met gebruik van technische hulpmiddelen om zicht te verwerven in een woning, of in de door deze woning omsloten eigen aanhangigheid in de zin van de artikelen 479, 480 en 481 van het Strafwetboek, of in een lokaal dat aangewend wordt voor beroepsdoeleinden of de woonplaats van een advocaat of een arts zoals bedoeld in het derde lid, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de strafbare feiten een misdrijf uitmaken of zouden uitmaken zoals bedoeld in artikel 90ter, § 2 tot 4, of gepleegd worden of zouden worden in het kader van een criminele organisatie zoals bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek. ».

**Art. 17.** Artikel 62bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 maart 1969 en gewijzigd bij de wetten van 12 maart 1998, 4 mei 1999 en 10 april 2003, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Les juges d'instruction spécialisés pour connaître des infractions visées aux articles 137 à 141 du Code pénal sont compétents pour connaître des faits dont ils sont saisis par le doyen de ces juges d'instruction, lorsque le procureur fédéral a transmis un dossier conformément à l'article 47*duodecies*, § 3, indépendamment du lieu de l'infraction, du lieu de résidence de l'auteur présumé ou du lieu où celui-ci pourra être trouvé.

Ils exercent dans ce cas leurs attributions sur toute l'étendue du territoire du Royaume.

En cas d'empêchement légal, ils peuvent être remplacés par les juges d'instruction du tribunal de première instance dont ils font partie. ».

**Art. 18.** L'article 89*ter* du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 202/2004 du 21 décembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 89*ter*. Dans le cadre de l'exécution de la mesure prévue à l'article 46*quinquies*, et aux conditions qu'il énonce, seul le juge d'instruction peut autoriser les services de police à pénétrer à tout moment dans un lieu privé autre que celui visé à l'article 46*quinquies*, § 1<sup>er</sup>, à l'insu du propriétaire ou de son ayant droit, ou de l'occupant, ou sans le consentement de ceux-ci.

Si l'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est accordée dans le cadre de l'application de méthodes particulières de recherche conformément aux articles 47*ter* à 47*decies* ou à l'article 56*bis*, l'autorisation et tous les procès-verbaux y afférents sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il a été mis fin à la méthode particulière de recherche.

Il communique une copie de son ordonnance au procureur du Roi. ».

**Art. 19.** Dans l'article 90*ter*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003, les mots « , à tout moment, » sont insérés entre les mots « la pénétration » et les mots « dans un domicile ».

**Art. 20.** Il est inséré dans le Livre premier du même Code, un chapitre XI, comprenant l'article 136*quater*, rédigé comme suit :

« Chapitre XI. — De la compétence des juridictions d'instruction en matière de terrorisme

**Art 136*quater*.** Lorsque la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation est saisie d'une instruction menée à la suite d'une réquisition du procureur fédéral conformément à l'article 47*duodecies*, § 3, elles sont compétentes pour en connaître, indépendamment du lieu de l'infraction, du lieu de résidence de l'auteur présumé ou du lieu où celui-ci pourra être trouvé. ».

**Art. 21.** L'article 139 du même Code, modifié par la loi du 4 mai 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le tribunal est saisi d'un fait qui a donné lieu à une instruction menée à la suite d'une réquisition du procureur fédéral conformément à l'article 47*duodecies*, § 3, il est compétent pour en connaître, indépendamment du lieu de l'infraction, du lieu de résidence de l'auteur présumé ou du lieu où celui-ci pourra être trouvé. ».

**Art. 22.** Un article 189*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 189*ter*. Sur la base d'éléments concrets qui ne sont apparus que postérieurement au contrôle de la chambre des mises en accusation exercé en vertu de l'article 235*ter*, le tribunal peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, soit à la demande du prévenu, de la partie civile ou de leurs avocats, charger la chambre des mises en accusation de contrôler l'application des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, en application de l'article 235*ter*.

Cette réquisition ou cette demande doit, sous peine de déchéance, être soulevée avant tout autre moyen de droit, sauf si ce moyen concerne des éléments concrets et nouveaux qui sont apparus lors de l'audience.

Le tribunal transmet le dossier au ministère public, afin de porter l'affaire à cet effet devant la chambre des mises en accusation. ».

« De onderzoeksrechter gespecialiseerd om kennis te nemen van de misdrijven bedoeld in de artikelen 137 tot 141 van het Strafwetboek, zijn bevoegd om kennis te nemen van de feiten die bij hen aanhangig zijn gemaakt door de deken van deze onderzoeksrechter, wanneer de federale procureur overeenkomstig artikel 47*duodecies*, § 3, een dossier heeft overgezonden, ongeacht de plaats van het misdrijf, de plaats waar de verdachte verblijft of van de plaats waar deze kan worden gevonden.

Ze oefenen in dit geval hun bevoegdheden uit over het hele grondgebied van het Rijk.

In geval van wettelijke verhindering kunnen ze worden vervangen door de onderzoeksrechter van de rechtbank van eerste aanleg waartoe ze behoren. ».

**Art. 18.** Artikel 89*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Arbitragehof van 21 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 89*ter*. In het kader van de uitvoering van de in artikel 46*quinquies* bepaalde maatregel, en onder de voorwaarden daar vermeld, kan alleen de onderzoeksrechter de politiediensten machtigen om buiten medeweten van de eigenaar of van zijn rechthebbende, of van de bewoner, of zonder hun toestemming, te allen tijde een andere private plaats dan die welke bedoeld is artikel 46*quinquies*, § 1, te betreden.

Ingeval de in het eerste lid bedoelde machtiging wordt verleend in het kader van de toepassing van bijzondere opsporingsmethoden overeenkomstig de artikelen 47*ter* tot 47*decies* of artikel 56*bis*, worden de machtiging en alle ermee verband houdende processen-verbaal uiterlijk na het beëindigen van de bijzondere opsporingsmethode bij het strafdossier gevoegd.

Hij deelt een kopie van dit bevel aan de procureur des Konings mee. ».

**Art. 19.** In artikel 90*ter*, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, worden de woorden « te allen tijde, » ingevoegd tussen de woorden « de onderzoeksrechter bevelen om » en de woorden « ook buiten medeweten ».

**Art. 20.** In het Eerste Boek van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk XI ingevoegd, dat een artikel 136*quater* omvat, luidende :

« Hoofdstuk XI. — Bevoegdheid van de onderzoeksgerechten in terrorismezaken

**Art. 136*quater*.** Wanneer bij de raadkamer of bij de kamer van inbeschuldigingstelling een gerechtelijk onderzoek aanhangig gemaakt wordt, dat gevoerd wordt op vordering van de federale procureur overeenkomstig artikel 47*duodecies*, § 3, zijn zij bevoegd ervan kennis te nemen, ongeacht de plaats van het misdrijf, de plaats waar de verdachte verblijft of van de plaats waar deze kan worden gevonden. ».

**Art. 21.** Artikel 139 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer bij de rechtbank een feit aanhangig wordt gemaakt dat aanleiding heeft gegeven tot een gerechtelijk onderzoek, dat gevoerd wordt op vordering van de federale procureur overeenkomstig artikel 47*duodecies*, § 3, is deze bevoegd daarvan kennis te nemen, ongeacht de plaats van het misdrijf, de plaats waar de verdachte verblijft of van de plaats waar deze kan worden gevonden. ».

**Art. 22.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 189*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 189*ter*. De rechtbank kan, op basis van concrete gegevens, die pas aan het licht zijn gekomen na de controle van de kamer van inbeschuldigingstelling krachtens artikel 235*ter*, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de beklaagde, de burgerlijke partij of hun advocaten, de kamer van inbeschuldigingstelling gelasten de controle over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie uit te oefenen met toepassing van artikel 235*ter*.

Deze vordering of dit verzoek dient, op straffe van verval, voor ieder ander rechtsmiddel te worden opgeworpen, behalve indien het middel betrekking heeft op nieuwe en concrete elementen die tijdens de terechtzitting aan het licht zijn gekomen.

De rechtbank zendt het dossier aan het openbaar ministerie over, teneinde de zaak daartoe bij de kamer van inbeschuldigingstelling aan te brengen. ».

**Art. 23.** Un article 235ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 235ter. § 1<sup>er</sup>. La chambre des mises en accusation est chargée de contrôler de la mise en oeuvre des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration.

Dès la clôture de l'information dans laquelle ces méthodes ont été utilisées et avant que le ministère public ne procède à la citation directe, la chambre des mises en accusation examine, sur la réquisition du ministère public, la régularité des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration.

Dès le moment où le juge d'instruction communique son dossier au procureur du Roi en vertu de l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la chambre des mises en accusation examine, sur la réquisition du ministère public, la régularité des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration qui ont été appliquées dans le cadre de l'instruction ou de l'information qui l'a précédée.

§ 2. La chambre des mises en accusation se prononce dans les trente jours de la réception de la réquisition du ministère public. Ce délai est ramené à huit jours si l'un des inculpés se trouve en détention préventive.

La chambre des mises en accusation entend, séparément et en l'absence des parties, le procureur général en ses observations.

Elle entend de la même manière la partie civile et l'inculpé, après convocation qui leur est notifiée par le greffier par télécopie ou par lettre recommandée à la poste au plus tard quarante-huit heures avant l'audience. Le greffier les informe également dans cette convocation, que le dossier répressif est mis à leur disposition au greffe, en original ou en copie pour consultation pendant cette période.

Pour les méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, elle peut entendre, séparément et en l'absence des parties, le juge d'instruction et l'officier de police judiciaire visé aux articles 47sexies, § 3, 6°, et 47octies, § 3, 6°.

La chambre des mises en accusation peut charger le juge d'instruction d'entendre les fonctionnaires de police chargés d'exécuter l'observation et l'infiltration et le civil visé à l'article 47octies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en application des articles 86bis et 86ter. Elle peut décider d'être présente à l'audition menée par le juge d'instruction ou de déléguer un de ses membres à cet effet.

§ 3. Le ministère public soumet au président de la chambre des mises en accusation le dossier confidentiel visé aux articles 47septies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou 47novies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, qui porte sur l'information ou sur l'instruction visée au § 1<sup>er</sup>. Seuls les magistrats de la chambre des mises en accusation ont le droit de consulter ce dossier confidentiel.

Le président de la chambre des mises en accusation prend les mesures nécessaires en vue d'assurer la protection du dossier confidentiel. Il le restitue immédiatement au ministère public après en avoir pris connaissance.

§ 4. L'arrêt de la chambre des mises en accusation ne peut pas faire mention du contenu du dossier confidentiel, ni du moindre élément susceptible de compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur, des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation ou de l'infiltration et du civil visé à l'article 47octies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 5. Il est procédé pour le surplus conformément à l'article 235bis, §§ 5 et 6.

§ 6. Le contrôle du dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation n'est susceptible d'aucun recours. ».

**Art. 24.** Un article 235quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 235quater. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'exercice du contrôle visé à l'article 235ter, la chambre des mises en accusation peut, à titre provisoire, d'office, à la demande du juge d'instruction ou sur la réquisition du ministère public examiner, pendant l'instruction, la régularité des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration qui ont été appliquées dans le cadre de cette instruction ou de l'information qui l'a précédée.

Afin que la chambre des mises en accusation puisse exercer d'office son contrôle, les procureurs du Roi de son ressort informent systématiquement et immédiatement le président de la chambre des mises en

**Art. 23.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 235ter ingevoegd, luidende :

« Art. 235ter. § 1. De kamer van inbeschuldigingstelling is belast met de controle over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie.

De kamer van inbeschuldigingstelling onderzoekt, op vordering van het openbaar ministerie, de regelmatigheid van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie bij het afsluiten van het opsporingsonderzoek waarin deze methoden werden toegepast en alvorens het openbaar ministerie tot rechtstreekse dagvaarding overgaat.

De kamer van inbeschuldigingstelling onderzoekt op het ogenblik dat de onderzoeksrechter zijn dossier aan de procureur des Konings overzendt krachtens artikel 127, § 1, eerste lid, op vordering van het openbaar ministerie, de regelmatigheid van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie die werden toegepast in het kader van het gerechtelijk onderzoek of in het daaraan voorafgaande opsporingsonderzoek.

§ 2. De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak binnen dertig dagen na ontvangst van de vordering van het openbaar ministerie. Deze termijn wordt teruggebracht tot acht dagen indien één van de inverdenkinggestelden zich in voorlopige hechtenis bevindt.

De kamer van inbeschuldigingstelling hoort, afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen, de opmerkingen van de procureur-generaal.

Zij hoort, op dezelfde wijze, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde, na kennisgeving die hen door de griffier ten laatste achtenveertig uur vóór de zitting per faxpost of bij een ter post aangetekende brief wordt gedaan. De griffier stelt hen in dezelfde post eveneens ter kennis dat het strafdossier tijdens deze periode op de griffie in origineel of in kopie ter inzage ligt.

Zij kan, met betrekking tot de toegepaste bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie, de onderzoeksrechter en de in de artikelen 47sexies, § 3, 6° en 47octies, § 3, 6° bedoelde officier van gerechtelijke politie afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen horen.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan de onderzoeksrechter gelasten de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie en infiltratie en de in artikel 47octies, § 1, tweede lid, bedoelde burger te horen met toepassing van de artikelen 86bis en 86ter. Zij kan beslissen bij het verhoor door de onderzoeksrechter aanwezig te zijn of één van haar leden daartoe af te vaardigen.

§ 3. Het openbaar ministerie legt aan de voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling het vertrouwelijk dossier voor bedoeld in de artikelen 47septies, § 1, tweede lid, of 47novies, § 1, tweede lid, dat betrekking heeft op het opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek bedoeld in § 1. Enkel de magistraten van de kamer van inbeschuldigingstelling hebben het recht dit vertrouwelijk dossier in te zien.

De voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling neemt de nodige maatregelen ter beveiliging van het vertrouwelijk dossier. Hij bezorgt het vertrouwelijk dossier, na kennisname ervan, onmiddellijk aan het openbaar ministerie terug.

§ 4. In het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling mag geen gewag worden gemaakt van de inhoud van het vertrouwelijk dossier, noch van enig element dat de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en de politionele onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant, de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie of infiltratie en de in artikel 47octies, § 1, tweede lid, bedoelde burger in het gedrang kan brengen.

§ 5. Er wordt verder gehandeld overeenkomstig artikel 235bis, §§ 5 en 6.

§ 6. Tegen de controle van het vertrouwelijk dossier door de kamer van inbeschuldigingstelling staat geen rechtsmiddel open. ».

**Art. 24.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 235quater ingevoegd, luidende :

« Art. 235quater. § 1. Onverminderd de uitoefening van de controle bedoeld in artikel 235ter, kan de kamer van inbeschuldigingstelling voorlopig, ambtshalve, op verzoek van de onderzoeksrechter of op vordering van het openbaar ministerie, tijdens het gerechtelijk onderzoek, de regelmatigheid onderzoeken van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie die werden toegepast in het kader van dit gerechtelijk onderzoek of in het daaraan voorafgaande opsporingsonderzoek.

Opdat de kamer van inbeschuldigingstelling haar controle ambtshalve zou kunnen uitoefenen, informeren de procureurs des Konings van haar rechtsgebied systematisch en onmiddellijk de voorzitter van



accusation des dossiers pour lesquels des observations et des infiltrations ont été décidées par le ministère public ou par le juge d'instruction.

§ 2. La chambre des mises en accusation entend, séparément et en l'absence des parties, le procureur général en ses observations.

Pour les méthodes particulières de recherche d'observation ou d'infiltration, elle peut entendre, séparément et en l'absence des parties, le juge d'instruction et l'officier de police judiciaire visé aux articles 47sexies, § 3, 6°, et 47octies, § 3, 6°.

§ 3. Le ministère public soumet au président de la chambre des mises en accusation le dossier confidentiel visé aux articles 47septies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou 47novies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, qui porte sur l'instruction visée au § 1<sup>er</sup>. Seuls les magistrats de la chambre des mises en accusation ont le droit de consulter ce dossier confidentiel.

Le président de la chambre des mises en accusation prend les mesures nécessaires en vue d'assurer la protection du dossier confidentiel. Il le restitue immédiatement au ministère public après en avoir pris connaissance.

§ 4. L'arrêt de la chambre des mises en accusation ne peut pas faire mention du contenu du dossier confidentiel, ni du moindre élément susceptible de compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur, des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation ou de l'infiltration et du civil visé à l'article 47octies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. »

**Art. 25.** Un article 335bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 335bis. Sur la base d'éléments concrets qui sont apparus postérieurement au contrôle de la chambre des mises en accusation exercé en vertu de l'article 235ter, le président peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, soit à la demande du prévenu, de la partie civile ou de leurs avocats, charger la chambre des mises en accusation de contrôler l'application des méthodes particulières de recherche d'observation ou d'infiltration, en application de l'article 235ter.

Cette réquisition ou cette demande doit, sous peine de déchéance, être soulevée avant tout autre moyen de droit, sauf si ce moyen concerne des éléments concrets et nouveaux qui sont apparus lors de l'audience.

Le président transmet le dossier au ministère public, afin de porter l'affaire à cet effet devant la chambre des mises en accusation. »

#### CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant le Code judiciaire

**Art. 26.** Dans l'article 79 du Code judiciaire, modifié par les lois des 18 juillet 1991, 21 janvier 1997 et 22 décembre 1998, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Dans le ressort de chaque cour d'appel, le premier président désigne, sur l'avis du procureur fédéral, parmi les juges d'instruction, un ou plusieurs juges d'instruction dont le quota sera fixé par le Roi. Ces juges d'instruction doivent disposer d'une expérience utile pour l'instruction des infractions visées aux articles 137 à 141 du Code pénal. Cette désignation n'a aucune incidence sur leur statut, ni sur leur affectation. En vertu de cette désignation, ils traitent prioritairement les dossiers dont ils sont saisis sur la base de l'article 47duodecies, § 3, du Code d'instruction criminelle.

Le juge d'instruction le plus ancien, désigné par le Premier Président de la cour d'appel de Bruxelles, assure, en tant que doyen, la répartition des dossiers dont il est saisi par le procureur fédéral en vertu de l'article 47duodecies, § 3, du Code d'instruction criminelle.

En cas d'empêchement légal du doyen, celui-ci désigne pour le remplacer, un autre juge d'instruction spécialisé pour connaître des infractions visées aux articles 137 à 141 du Code pénal et appartenant au ressort de la cour d'appel de Bruxelles. »

**Art. 27.** L'article 102, § 1<sup>er</sup>, du même Code, rétabli par la loi du 9 juillet 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Ils ne peuvent néanmoins pas siéger à la chambre des mises en accusation lorsque celle-ci statue en application des articles 235ter et 235quater du Code d'instruction criminelle. »

de la chambre van inbeschuldigingstelling over de dossiers waarvoor tot observaties en infiltraties werd beslist door het openbaar ministerie of door de onderzoeksrechter.

§ 2. De kamer van inbeschuldigingstelling hoort, afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen, de opmerkingen van de procureur-generaal.

Zij kan, met betrekking tot de toegepaste bijzondere opsporingsmethoden observatie of infiltratie, de onderzoeksrechter en de in de artikelen 47sexies, § 3, 6°, en 47octies, § 3, 6°, bedoelde officier van gerechtelijke politie afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen horen.

§ 3. Het openbaar ministerie legt aan de voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling het vertrouwelijk dossier voor bedoeld in de artikelen 47septies, § 1, tweede lid, of 47novies, § 1, tweede lid, dat betrekking heeft op het gerechtelijk onderzoek bedoeld in § 1. Enkel de magistraten van de kamer van inbeschuldigingstelling hebben het recht dit vertrouwelijk dossier in te zien.

De voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling neemt de nodige maatregelen ter beveiliging van het vertrouwelijk dossier. Hij bezorgt het vertrouwelijk dossier, na kennisname ervan, onmiddellijk aan het openbaar ministerie terug.

§ 4. In het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling mag geen gewag worden gemaakt van de inhoud van het vertrouwelijk dossier, noch van enig element dat de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en de politionele onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant, de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie of infiltratie en de in artikel 47octies, § 1, tweede lid, bedoelde burger in het gedrang kan brengen. »

**Art. 25.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 335bis ingevoegd, luidende :

« Art. 335bis. De voorzitter kan, op basis van concrete gegevens, die aan het licht zijn gekomen na de controle van de kamer van inbeschuldigingstelling krachtens artikel 235ter, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de beklagde, de burgerlijke partij of hun advocaten, de kamer van inbeschuldigingstelling gelasten de controle over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie of infiltratie uit te oefenen met toepassing van artikel 235ter.

Deze vordering of dit verzoek dient, op straffe van verval, voor ieder ander rechtsmiddel te worden opgeworpen, behalve indien het middel betrekking heeft op nieuwe en concrete elementen die tijdens de terechtzitting aan het licht zijn gekomen.

De voorzitter zendt het dossier aan het openbaar ministerie over, teneinde de zaak daartoe bij de kamer van inbeschuldigingstelling aan te brengen. »

#### HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek

**Art. 26.** In artikel 79 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1991, 21 januari 1997 en 22 december 1998, worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

« In het rechtsgebied van elk hof van beroep wijst de eerste voorzitter, op advies van de federale procureur, onder de onderzoeksrechters één of meerdere onderzoeksrechters aan wier contingent zal worden vastgesteld door de Koning. Deze onderzoeksrechters dienen over een nuttige ervaring te beschikken voor het onderzoek van de bij de artikelen 137 tot 141 van het Strafwetboek bepaalde misdrijven. Deze aanwijzing heeft geen enkel gevolg voor hun statuut noch voor hun affectatie. Krachtens deze aanwijzing, behandelen zij bij voorrang de dossiers die bij hen aanhangig zijn gemaakt overeenkomstig artikel 47duodecies, § 3, van het Wetboek van strafvordering.

De onderzoeksrechter met de meeste dienstjaren die aangewezen is door de Eerste Voorzitter van het hof van beroep te Brussel, als deken, voor de verdeling van de dossiers die door de federale procureur bij hem aanhangig zijn gemaakt krachtens artikel 47duodecies, § 3, van het Wetboek van strafvordering.

In geval van wettelijke verhindering van de deken, wijst deze in het rechtsgebied van het hof van beroep van Brussel een andere onderzoeksrechter aan gespecialiseerd om kennis te nemen van de in de artikelen 137 tot 141 van het Strafwetboek bedoelde misdrijven, die hem vervangt. »

**Art. 27.** Artikel 102, § 1, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 9 juli 1997, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Zij kunnen echter geen zitting nemen in de kamer van inbeschuldigingstelling wanneer deze uitspraak doet met toepassing van de artikelen 235ter en 235quater van het Wetboek van strafvordering. »

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

**Art. 28.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 15, 17, 20, 21 et 26, qui entrent en vigueur à la date fixée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 27 décembre 2005.

**ALBERT**

Par le Roi :

La ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Scellé du Sceau de l'Etat :

La ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

—————  
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants.

*Documents.* — Projet de loi, 51-2055 - n° 1. — Amendements, 51-2055 - n°s 2 à 4. — Rapport, 51-2055 - n° 5. — Texte adopté par la commission, 51-2055 - n° 6. — Amendements, 51-2055 - n° 7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 51-2055 - n° 8.

*Compte rendu intégral* : 20 décembre 2005

Sénat.

*Documents.* — Projet transmis par la Chambre, 3-1491 - n° 1. -

HOOFDSTUK V.— *Slotbepaling*

**Art. 28.** Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 15, 17, 20, 21 en 26, die in werking treden op de door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 27 december 2005.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—————  
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Stukken.* — Wetsontwerp, 51-2055 - nr. 1. — Amendementen, 51-2055 - nrs. 2 tot 4. — Verslag, 51-2055 - nr. 5. — Tekst aangenomen door de commissie, 51-2055 - nr. 6. — Amendementen, 51-2055 - nr. 7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 51-2055 - nr. 8.

*Integraal verslag* : 20 december 2005

Senaat.

*Stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer, 3-1491 - nr. 1. -

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 2005 — 3705

[C — 2005/15172]

**14 DECEMBRE 2005. — Arrêté royal  
relatif aux agréments  
d'organisations non gouvernementales de développement**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, en particulier l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 1997 tel que modifié le 8 avril 2002 relatif à l'agrément et à la subsidiation d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations;

Vu l'arrêté ministériel du 25 septembre 1998 tel que modifié le 29 avril 2002 portant mesures d'exécution de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subsidiation d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations;

Considérant que l'article 10 de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge fixe les critères minima pour qu'une organisation puisse être agréée en qualité d'organisation non gouvernementale, mais autorise le Roi à compléter les critères, la procédure et les modalités de sélection des organisations non gouvernementales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 11 octobre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2005;

Vu la décision du Gouvernement sur la requête adressée au Conseil d'Etat de donner un avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 2005 — 3705

[C — 2005/15172]

**14 DECEMBER 2005. — Koninklijk besluit  
betreffende de erkenning  
van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische Internationale Samenwerking, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 1997, als gewijzigd op 8 april 2002, betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 september 1998, als gewijzigd op 29 april 2002, houdende uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties;

Overwegende dat artikel 10 van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische Internationale Samenwerking de minimumcriteria bepaalt waaraan een organisatie moet voldoen om te worden erkend als niet-gouvernementele organisatie, maar de Koning het recht geeft de criteria, de procedure en de modaliteiten voor de keuze van de niet-gouvernementele organisaties verder vast te leggen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 11 oktober 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 oktober 2005;

Gelet op het besluit van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;